

AGRICULTURE

Le SG de l'UNPA appelle à la création d'un haut conseil national

Alors que des centaines d'entre eux sont poursuivis, pour détournement à d'autres fins des aides financières prévues par le cahier des charges que chacun d'eux a conjointement signé avec le ministère de l'Agriculture, des agriculteurs n'arrivent pas à disposer d'engrais.

Le manque de cet intrant, devenu récurrent, a été dénoncé par plusieurs exploitants de terres agricoles lors de la rencontre présidée hier à Annaba par M. Mohamed Alliou, secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA).

Ce dernier a estimé que l'indisponibilité de certains intrants tels que les engrais est engendrée par les mesures sécuritaires appliquées depuis des années. «Il est grand temps que ces mesures soient revues pour être adaptées aux ambitions de développement de notre agriculture.

Elles ont favorisé l'enrichissement de ceux qui se sont spécialisés dans



Photo: DR.

l'importation des engrais. La création d'un haut conseil national de l'agriculture est impérative pour traiter les dossiers à ce jour en souffrance et imposer aux institutions financières concernées d'être véritablement à l'écoute des agriculteurs», a estimé M. Alliou à l'issue de l'élection des nouveaux membres du conseil local de l'UNPA.

Cette rencontre, qui intervient à un moment important pour les activi-

tés agricoles, notamment avec la campagne agricole qui bat son plein, s'est caractérisée par la manifestation d'un ras-le-bol éprouvé par les principaux acteurs du secteur. Ils étaient nombreux à dénoncer les difficultés rencontrées, pour disposer de crédits bancaires et la loi du marché pour les prix que leur imposent les spéculateurs sur les engrais.

«Notre phosphate est exporté à bas prix. Il nous

revient sous forme d'engrais, importés en grandes quantités par une poignée d'importateurs, pour être commercialisés à des prix exorbitants», ont particulièrement affirmé des exploitants agricoles de la région d'Annaba.

Dans son intervention, le secrétaire général de l'UNPA a abordé le financement des différents projets mis à la disposition des agriculteurs par le ministère. Il a estimé

en outre que le dispositif mis en place a dévoilé toutes ses limites, puisque, depuis sa mise en application, rares sont les agriculteurs ayant pu en bénéficier.

«Nous appelons les plus hautes autorités de l'Etat à intervenir pour imposer, à ceux qui décident du financement des projets, une célérité dans l'étude des dossiers qui leur sont soumis», a-t-il notamment ajouté.

B. A.

RCD

Djamel Ferdjallah suspendu

Djamel Ferdjallah, député et membre du conseil national du RCD, vient de faire l'objet d'une suspension en attendant sa comparution devant la commission des conflits du parti. C'est le concerné lui-même qui, à travers une déclaration parvenue à notre rédaction, a informé de cette mesure disciplinaire prise à son encontre. Logiquement, il a très mal pris cette sanction. Pour lui, il ne fait aucun doute que cette suspension est un prélude à son exclusion du parti.

Aussi, il n'hésite pas à, publiquement, engager les hostilités avec la direction du parti, surtout avec le président Saïd Sadi. «En vérité, connaissant les tentations faciles du président du parti à se débarrasser de manière arbitraire et expéditive des cadres qu'il suspecte de lui faire de l'ombre, cette sentence injustifiée et prise en violation des dispositions statutaires du parti ne me surprend pas», écrit Ferdjallah qui renvoie, par ailleurs, l'origine du conflit à son opposition à la candidature de Saïd Sadi à la prochaine présidentielle.

«Je dois avouer que depuis que nous avons décidé, avec un certain nombre de responsables, d'initier un débat interne autour de questions aussi essentielles que le mode opératoire organique, et surtout, après qu'il eut constaté notre choix résolu de nous opposer à une éventuelle participation de sa part à la prochaine élection présidentielle, la messe était dite, et je m'attendais à subir les foudres de sa nature vengeresse».

S. A. I.

ABDELHAMID MEHRI :

«La levée de l'état de siège est impérative»

Les pays arabes ont unanimement condamné samedi les raids israéliens, lancés en riposte aux tirs de roquettes par les groupes armés palestiniens, dont le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza depuis juin 2007. Des réactions qui se limitent honteusement à de simples condamnations.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Lors de son passage, hier, sur les ondes de la Radio nationale Chaîne I, Abdelhamid Mehri a dénoncé le mutisme international, notamment celui des Arabes face aux affres des troupes israéliennes. Selon lui, la situation dans les territoires palestiniens se serait conformée à la conviction et à la volonté américaine, estime M. Mehri. Le duo Israël-Etats-Unis projette d'effacer toutes les traces de résistance afin d'imposer des «solutions illusoires en espérant les voir adoptées par les pays arabes», souligne M. Mehri. Déclarant que le conflit palestino-palestinien joue un rôle important dans la situation actuelle,

il estimera qu'il est le point faible de la révolution palestinienne qui, par ses divergences, s'est un peu détournée de son ennemi principal, Israël. La genèse du conflit est la divergence dans la stratégie d'affrontement. Mehri a longuement réitéré sa conviction que l'union palestinienne et sa force résident dans «l'unicité de stratégie de résistance et de vision».

Il appellera à l'unité des rangs. Relatant le passé glorieux de la lutte armée algérienne, il soulignera que c'est un exemple à prendre en considération. «Une levée de l'état de siège dans les territoires palestiniens est impérative», soutiendra l'orateur. L'affrontement entre les mouvances nationaliste et



Photo : Samir Sid

islamiste existe depuis les années 1980 dans la région, estime Mehri. Des mouvances qui ont respectivement commis la même «bourde» : l'écartement des autres mouvances politiques.

Une erreur qu'il faudrait impérativement corriger. La scène politique arabo-nationaliste se serait quasiment «vidée de maniè-

re préméditée et régulière», ne laissant place à aucune mouvance apparente. Cela serait valable pour le monde arabe. Cependant, la tenue d'un sommet arabe vendredi à Doha sur la crise prévalant dans la bande de Gaza n'est pas acquise, des pays, comme l'Egypte, n'y étant pas favorables. A l'instar de ce

qu'annonçait dimanche le chef de la diplomatie égyptienne, Ahmad Aboul Gheit «la tenue d'un sommet arabe peut être dangereuse et critiquable surtout si cela n'aboutit pas à des mesures pratiques», Mehri prédit que ce sommet extraordinaire «ne pourra pas apporter grand-chose». Il ne faut pas arrêter la lutte armée et la résistance.

Ce qui arrive actuellement est le résultat «d'une mauvaise analyse provenant des systèmes politiques. Trois points seront soumis aux ministres de la Ligue arabe : l'arrêt des raids et des opérations militaires, le retour au calme, et l'acheminement des aides aux Palestiniens. Une proposition effrayante soumise sous forme de «packet», estime l'invité de l'émission «Fil Wadjiha». Cela serait se rendre à l'évidence que l'état de siège est un acte courant. Et le mutisme face à cette «évi-

dence» est un crime, soutient M. Mehri. «Aucune législation ne permet d'assiéger ni d'affamer un million et demi de personnes». Epouser une telle logique est gravissime. Toutefois, Abdelhamid Mehri soutient la résistance palestinienne et appelle le Hamas à freiner la «provocation».

Mehri n'a pas écarté la possibilité de voir le monde arabe se tourner vers la Russie qui retrouve toute sa puissance. Tout en affirmant que la Russie ne s'arrête pas sur le passé, évoquant «le parti pris» des Arabes face au conflit afghano-russe, Mehri encourage de nouvelles relations avec la Russie. La levée de l'état de siège est impérative, relèvera Mehri. «Le conflit est appelé à durer dans le temps. Sa continuation est prédite sous une forme tout autre.» C'est sur cette note, peu optimiste, qu'a clôturé Mehri son intervention.

W. Z.